

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 St Etienne

St Etienne, le 04/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CANDIA

116, Rue G.SAND
42350 La Talaudière

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0054200986

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement CANDIA implanté 116, Rue G.SAND 42350 La Talaudière. L'inspection a été annoncée le 06/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CANDIA
- 116, Rue G.SAND 42350 La Talaudière
- Code AIOT : 0054200986
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de fabrication et conditionnement de produits de consommation à base de lait

Thèmes de l'inspection :

- Air

- Eau de surface
- Légionelles / prévention légionellose
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Air	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Air	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		03/03/2022, article 3.4.9	l'exploitant	
6	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 8.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 4.1.1	Sans objet
4	VLE eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 4.3.9.1	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 8.4.2	Sans objet
10	TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de pré-traitement des effluents donne satisfaction au regard des résultats d'analyse sur un an, il convient malgré tout d'améliorer la gestion des matières en suspension (MES) qui dépassent encore les VLE.

S'agissant du risque légionellose, l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) doit être mise à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs rejets atmosphériques et surveillance
Prescription contrôlée : Valeurs limites des concentrations de polluants dans les rejets atmosphériques à contrôler tous les 2 ans. VLE/Nox : Chaudière 1 : 150 mg/Nm3 Chaudière 2 : 100 mg/Nm3 Chaudière 3 : 150 mg/Nm3
Constats : Le contrôle du rejet des cheminées a bien été effectué en 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le rapport d'intervention 2024 à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 3.4.9
Thème(s) : Risques chroniques, FUITES ET ÉMISSIONS DE FLUIDES
Prescription contrôlée : Un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides de refroidissement ou de leur mélange est effectué conformément au décret n°2007-737 du 7 mai 2007. Le contrôle est effectué par un organisme ou personne physique dûment habilitée conformément à l'arrêté du 20 décembre 2007. L'exploitant prend, toutes mesures pour mettre fin sans délai aux fuites de fluides frigorigènes constatées. Les résultats de ces contrôles et les réparations effectuées ou à effectuer sont inscrites sur la fiche d'intervention mentionnée au point ci-dessous. Il est établi pour chaque opération effectuée sur les installations de réfrigération une fiche d'intervention. Cette fiche indique la date et la nature de l'intervention dont elles font l'objet, la nature et le volume du fluide récupéré, le volume du fluide éventuellement réintroduit ainsi que le numéro d'identification de l'installation concernée. Elle est signée conjointement par l'opérateur et par l'exploitant de l'appareil. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le contrôle d'étanchéité des unités rooftop 1 et 2 était programmé avant le 11 décembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection les compte-rendus de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : L'usine CANDIA est alimentée par le réseau d'adduction publique AEP. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. L'établissement ne comprend aucun dispositif de refroidissement en circuit ouvert. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le relevé des consommations d'eau est effectué quotidiennement (consommation annuelle de l'ordre de 250 000 m3). Le contrôle des disconnecteurs (x3) a été effectué le 10/10/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VLE eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans une station d'épuration collective
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Débits maxima autorisés : Débit journalier m3/ j 1000 Débit horaire de pointe m3/ h 50 Flux et concentrations maxima autorisés : Paramètres organiques Concentration journalière maximale en mg/L Flux maximal journalier en kg/j Demande chimique en oxygène (DCO) 2000 2000 Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5) 800 800 Matière en suspension (MES) 600 600 Azote global 150 150 Phosphore total 50 50 SEC 150 150 Zinc (Zn) 3 0,96
Constats : La sonde permettant l'enregistrement des températures extérieures relevées au niveau du pré-traitement est en fonction depuis novembre 2024 (Tolérance de +5°C si la température extérieure dépasse 30 °C). Les concentrations en MES restent élevées et dépassent souvent la VLE (600 mg/l) notamment en novembre et décembre 2024 (respectivement de 1280 mg/l et 1340 mg/l). Les travaux sur la dalle en béton devant accueillir le compresseur d'air à proximité du canal de mesure pourraient expliquer ces derniers dépassements. A noter le remplacement du charbon actif au niveau du filtre à air effectué semaine 45 (deux jours de travail).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une attention particulière doit être portée à la maîtrise des MES. Une analyse des eaux pluviales rejetées (au niveau du point n° 4) simultanément au rejet des TAR devra être effectuée en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Article 8.4.2.1. - Mise à la terre Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Lorsque des non-conformités sont mises en évidence par l'organisme de contrôle, l'exploitant met en œuvre toutes les dispositions pour atténuer ou faire cesser cette non-conformité. A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Article 8.4.2.2. - Auto surveillance des installations électriques Le contrôle des installations électriques est réalisé toutes les années. Les résultats des rapports d'interventions sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Toutes non-conformités signalées doivent être immédiatement prises en compte par le pétitionnaire.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées en octobre 2024 (Q18) et septembre 2024 (Q19) par l'APAVE. Un fichier informatique interne permet le suivi des actions correctives à engager (programmation et réalisation).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Vérification périodique et maintenance des équipements L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Type de matériel / Fréquence minimale de contrôle Extincteurs Annuelle Robinets d'incendie armés Annuelle Système de détection automatique Semestrielle

Installations de désenfumage Annuelle Portes coupe-feu Annuelle
Constats : La vérification des extincteurs, des RIA et du système de désenfumage a été effectuée le 28 novembre 2024 et celle des blocs de sécurité le 28 mars 2024 (Ets SECURIPRO). Le réseau de sprinklage est testé chaque semaine avec remise en eau et appoint (présence d'un cahier d'enregistrement de ces opérations).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La vérification annuelle des portes coupe-feu devra être transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, AMR
Prescription contrôlée : I. Entretien préventif et surveillance de l'installation 1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation(Arrêté du 23 juillet 2021, article 1er 6°) a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques (...).
Constats : l'entreprise compte deux tours aéro-réfrigérantes : - Tour Baltimore avec échangeur à NH3 qui consomme 9154 m3 par an - Tour CP40 qui représente 1655 m3. Les éléments constituant l'AMR semblent présents mais ils sont dispersés informatiquement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre l'AMR complète à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Plans d'entretien et de surveillance
Prescription contrôlée : b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des

<p>Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Des analyses sont effectuées tous les 2 mois par Eurofins et en interne toutes les semaines et VEO-LIA fait une vérification tous les mois.</p> <p>Le plan de surveillance et d'entretien n'a pas été présenté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection le plan de surveillance et d'entretien.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédures spécifiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; - en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; - en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; - suite à un arrêt prolongé complet ; - suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ; - autres cas de figure propre à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.</p>

Constats :
Les procédures d'entretien préventif et le cas échéant des actions de désinfections (traitement curatif) n'ont pas été présentées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Transmettre à l'inspection le plan de surveillance et d'entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : TAR - Entretien préventif et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses sont bien effectuées selon la fréquence bimestrielle (Déclaration pour la rubrique 2921) et transmise à l'inspection via GIDAF.</p> <p>Attestation de formation du risque légionellose fournies pour Mrs DELEAGE bruno, THEVENON Gilles et PALAZON Roland.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Faire le point sur les formations au risque légionellose pour les personnels amenés à intervenir sur les TAR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite